

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 40 (2003)
Heft: 1585

Artikel: La stratégie nationale du parti nationaliste
Autor: Dépraz, Alex
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1021642>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 10.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La stratégie nationale du parti nationaliste

L'UDC a réussi son invraisemblable coup de bluff: imposer au parlement son véritable chef comme membre du gouvernement. A peine élu, le désormais conseiller fédéral Christoph Blocher proclamait que ses partisans allaient changer de partition. A grand renfort d'annonces dans la presse, l'UDC a toutefois entonné son traditionnel couplet de méfiance à l'égard des autorités moins de vingt-quatre heures après l'élection de son champion. Orchestrée de longue date, cette campagne publicitaire aurait seulement pris un ton encore plus cinglant si la stratégie nationale du parti n'avait pas porté ses fruits.

L'élection du Conseil fédéral et les votes de la session des Chambres l'ont montré: l'UDC a achevé sa mue et est devenu un vrai parti politique national, «moderne» comme a osé l'affirmer Jean Studer. Les troupes parlementaires avancent en rangs bien serrés. Les voix ne s'égarent pas vers d'autres candidats. Les sections cantonales ne font quasiment plus entendre de mots d'ordre discordants lors des votations. Les dissidents, qui osaient encore critiquer les idées de Christoph Blocher, semblent définitivement aphones. Même les plus modérés des démocrates du centre vaudois ont applaudi béatement les résultats du 10 décembre.

L'UDC Suisse ne laisse désormais plus rien au hasard. Elle tient l'information: son site internet www.udc.ch passe à juste titre pour le plus complet de la planète politique suisse; ses annonces au discours outrancier paraissent le même jour dans

les grands quotidiens de tout le pays. Elle infléchit les actions de ses militants: ainsi, des conseillers communaux de la ville de Zurich, jusqu'ici relativement ouverts aux naturalisations, ont soudainement durci le ton après les élections fédérales. Une volte-face clairement imposée par la direction nationale.

Ces méthodes, qui laissent peu de place au débat et à la contestation, inquiètent, bien sûr. Mais elles contrastent également avec les errements des trois autres partis gouvernementaux, embourbés dans leurs vieux réflexes cantonaux. Pour mener la contre-attaque, une réforme de leur fonctionnement paraît indispensable. Cette réorganisation correspondrait au déplacement des principaux enjeux en direction de la scène politique fédérale. A ce jeu-là, le PDC, qui peine à se trouver une identité au-delà du résultat de l'addition de sections cantonales hétéroclites, est perdant. La gauche paraît en revanche mieux armée: la campagne référendaire contre la 11ème révision de l'AVS, organisée sur le plan national, était un exemple encourageant. Il reste néanmoins des efforts importants à faire.

Ce n'est pas le moindre des paradoxes que l'UDC, qui défend les valeurs traditionnelles helvétiques, soit à l'origine de cette brusque modernisation de la vie politique suisse. En accédant au Département fédéral de justice et police, Christoph Blocher risque fort de s'éloigner de son rôle de chef de parti en déclinant le mot collégialité. Mais «son» parti paraît suffisamment fort pour pouvoir lui survivre et même, ironie, le combattre. AD

Dans ce numéro

Le Conseil fédéral penche vers Zurich et la Suisse occidentale laissant sur le carreau le reste du pays.

Lire en page 2

Le contre-projet «Avanti» est un cadeau pour le lobby autoroutier.

Lire en page 3

La concurrence fiscale attise la compétition entre les régions.

Lire en page 4

Dans le canton de Vaud, ce sont les ménages et les assurances maladie qui supportent la hausse des coûts de la santé.

Lire en page 5